

Perrette et le Livret A

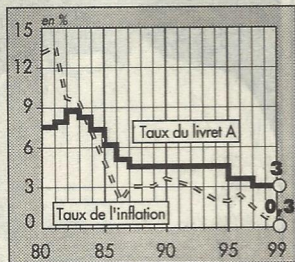
DSK veut prendre son temps avant de baisser le taux de rémunération

Antoine Lemoine

PERRETTE ayant mis ses économies sur un Livret A comptait déjà les intérêts qu'elle en tirerait. « Il m'est, disait-elle, facile de prévoir les revenus de mon épargne. J'aurai dans dix ans de l'argent bel et bon ». Là dessus, Perrette en oublie les aléas financiers. Le taux d'intérêt dégringole et ses projets s'envolent. Adieu beaux rendements, rentes et retraite dorée ! Le printemps des poètes n'interdit pas le pragmatisme. Trois siècles après, la fable de La Fontaine n'a pas pris une ride. Comme dans la laitière et le pot au lait, la baisse annoncée du taux du Livret A vient rappeler

combien les projets sont fragiles.

Rien n'est encore décidé, a rassuré le ministre de l'Economie, Dominique Strauss-Kahn, mais le comité consultatif des taux réglementés, qui s'est réuni vendredi propose que l'on baisse le taux du livret A de 3 à 2,25 %. Les banques ont déjà donné le signal en réduisant le taux des comptes sur livrets ordinaires à 2,5 %. Même si cette mesure est justifiable, les 46 millions de Français qui ont un Livret A la trouveront inopportune. Pour les épargnants les mieux lotis, qui disposent du maximum autorisé de 100 000 F sur leur Livret A, une réduction de 0,75 % du taux d'intérêt ne



représenterait pourtant qu'un manque à gagner de 750 F par an. Et pour ceux qui n'ont que 10 000 F sur leur Livret A, la perte se limiterait à 75 F par an.

Pour la plupart des Français, l'impact symbolique de cette décision sera donc bien plus important que son impact financier. Les baisses

de taux du Livret A remettent en effet en cause les projets que les épargnants construisaient dans leurs pensées. Même si les 4,5 % que rapportaient le Livret A jusqu'en 1995 n'étaient pas mirobolants, ils permettaient pratiquement de doubler son capital en quinze ans. Avec 2,25 % d'intérêts par an, il faut trente ans pour doubler sa mise. Ce n'est pas la première fois que les épargnants apprennent à leurs dépens qu'on ne peut pas trop compter sur les revenus de ses placements. Les sicav monétaires, qui rapportaient 10 % en 1992, ont ainsi vu leur rendement net d'impôt dégringoler à 2 %.

C'est dans ces moments de

dépôt que le danger guette les épargnants. Voyant leurs projets s'envoler, certains sont tentés de se refaire en misant sur le dernier placement aux performances alléchantes. Après la spéculation des années 80, beaucoup d'épargnants ont ainsi cru pouvoir s'enrichir dans l'immobilier. Mais il était trop tard : les prix chutèrent de 33 % en huit ans. Aujourd'hui, beaucoup sont attirés par la Bourse, qui a gagné 100 % en trois ans. Pourtant les actions sont beaucoup plus risquées lorsqu'elles sont déjà au zénith. Ceux qui font des châteaux en Espagne risquent alors, comme dans la fable, de se retrouver gros Jean comme devant.